

## *Rouge et bleu: la stéréophonie*

---

Outre qu'elles auront permis de doubler la représentation parlementaire féminine, les élections fédérales du cru 2003 se signalent par la limpidité apparente de leur tendance générale: dans les deux grandes communautés du pays, on assiste à un retour en force des familles politiques traditionnelles. Alors que le total des votes enregistrés par les chrétiens, libéraux et socialistes ne cessait de s'éroder depuis plusieurs scrutins, le voilà revenu à un étiage historiquement élevé. Ainsi le collège électoral flamand a élu 80 % de sénateurs traditionnels (vingt sur vingt-cinq), le collège francophone près de 90 % (treize sur quinze). À l'intérieur de ces grands blocs, la répartition des forces subit la même évolution dans les deux « grandes » communautés du pays: progrès modéré des libéraux, avancée spectaculaire des socialistes (plus prononcée encore en Flandre) et effritement des démocrates-chrétiens qui prolongent leur courbe descendante et deviennent, en Flandre comme en Wallonie, troisième force.

---

PAR THÉO HACHEZ

Cette nouvelle donne apparemment très « nationale » ne s'est malheureusement pas réalisée sur le dos des partis d'extrême droite, qui enregistrent des progrès partout dans le pays. Si le Vlaams Blok se trouve rétrogradé en quatrième position des partis flamands, son nombre de voix connaît une augmentation de 20 %: il recueille désormais près d'une voix flamande sur cinq... Après une quasi-disparition en 1999, les listes d'extrême droite refont surface marginalement en Wallonie, en particulier dans les villes du Hainaut, où la version belge du F.N. parvient à décrocher un siège à la Chambre et un au Sénat.

La reconquête des traditionnels s'est opérée au détriment de la défunte Volksunie en Flandre, et sur les partis écologistes dans l'ensemble du pays.

## ÉLECTIONS: RESTAURATION RAPIDE

L'existence parlementaire (et peut-être l'existence tout court) des Vlaamse Groenen est clairement remise en cause. L'ampleur de la défaite d'Écolo n'est pas moindre (plus d'un électeur vert de 1999 sur deux s'est évaporé...), mais elle s'applique à un parti dont la présence politique était plus importante. Résultat: de onze sièges à la Chambre, les verts francophones n'en ont retenu que quatre... et de trois au Sénat, il n'en reste qu'un.

Enfin, soulignons que les Belges n'ont pas voté pour rien, ce que donnait souvent à penser la grande stabilité des rapports de force électoraux: comme en 1999, les migrations de voix paraissent importantes, même si le sens de ces déplacements individuels n'est pas toujours très lisible et ne doit pas faire l'objet d'analyses hâtives. On a ainsi entendu de savants politologues affirmer péremptoirement que les voix qui s'étaient naguère portées sur les écologistes avaient nourri le renforcement de l'extrême droite. Outre qu'une telle hypothèse est à ce stade invérifiable, elle est quantitativement improbable, sachant que les pertes des premiers représentent, en volume de voix, deux à trois fois, selon les régions, les gains des autres... À tout prendre, une vérité à 33 % constitue déjà une prouesse pour les analystes politiques et autres sondeurs. Cette volatilité électorale a certes des aspects inquiétants, mais ne traduit-elle pas chez certains électeurs une attitude critique plutôt qu'un comportement mécanique?

**FLUX ET REFLUX**

Tout semble indiquer au contraire que la majorité des électeurs écologistes de 1999 sont revenus dans les rails séculaires de la Belgique traditionnelle, où déjà le nationalisme flamand avait pignon sur rue. C'est que, sages ou frileux, ils ont estimé plus crédibles les partis qui en assuraient la représentation et/ou plus urgent d'en arbitrer les rapports de force. Après les scandales des années quatre-vingt et nonante, qui ont culminé dans les procès et dans l'espèce de crise de régime de la dernière législature Dehaene où l'image intérieure et extérieure de la Belgique avait été atteinte.

Dans ce contexte, les partis écologistes avaient fourni en 1999 une alternative réformatrice et intègre («citoyenne», disait-on alors) et avaient ainsi largement débordé de leur lit électoral naturel. Plus qu'un vote protestataire ou thématique, ce débordement (massif du côté francophone) portait en lui une sorte d'acte de foi en la démocratie. Réunissant des sensibilités très diverses, il constituait aussi un défi culturel pour la cohérence des partis verts dont les préoccupations thématiques et les approches progressent pourtant dans la société, mais peinent à s'inscrire de façon durable et lisible ailleurs que dans les marges de l'espace politique. C'était un défi. Insurmontable?

De toute façon, la gestion de la victoire fut aussi contrariée par le caractère militant des structures décisionnelles des partis verts. Relativement démunis d'un personnel politique professionnellement aguerri comme d'une base populaire, ils n'ont pu jouer le rôle d'intermédiaire que l'on attend d'une structure politique articulant l'exercice du pouvoir à sa perception publique, mais sont apparus plutôt comme la caisse de résonance de leurs

---

**ÉLECTIONS: RESTAURATION RAPIDE**

propres convictions professées par des militants irresponsables de toute charge représentative dépassant leur propre personne, ce qui est respectable mais inefficace et dangereux. Cette fragilité structurelle a troublé la qualité des débats internes et a déteint sur la direction politique du parti francophone en particulier. Au-delà du bilan, des difficultés inhérentes à une coalition et, tout simplement, à l'exercice du pouvoir, ce dispositif crispant et intrinsèquement autiste peut être considéré comme la machine à perdre l'élection récente. À l'inverse, empruntant certaines des procédures d'élargissement de leur audience exploitées avant 1999 (les États généraux de l'écologie politique) mais cruellement désinvesties depuis, les partis traditionnels sont arrivés à coup de changements de nom, et de réformes internes, à inverser une évolution qui leur faisait perdre du terrain à chaque élection...

Au sein du gouvernement, les socialistes sont parvenus à se faire passer pour les nouveaux centristes conciliants face à des verts réputés immatures qui n'étaient qu'à demi indispensables pour assurer numériquement la majorité, n'apportant qu'un renouveau bienvenu au départ, mais une gêne insignifiante ensuite. La couteuse et branlante réforme des polices et la réforme administrative laissée au milieu du gué pas plus que la faillite de la Sabena après une gestion plus que critiquable n'ont manifestement altéré la respectabilité des partis traditionnels porteurs de la coalition. Il est remarquable aussi que les deux éléments emblématiques qui ont servi à discréditer les verts francophones (l'affaire du grand prix de Francorchamps et leur volonté balbutiante de réduire les pouvoirs du roi) n'ont pas été mis au débit des composantes flamandes du gouvernement qui ont pourtant soutenu les mêmes options...

Au-delà de leur niche thématique, l'accession des écologistes au premier plan de la vie politique était pour une part due au contexte de discrédit des formations politiques traditionnelles, en particulier celles de gauche, et au morcèlement des forces politiques en Flandre. L'impossibilité temporaire d'éviter ces intrus n'aura pas désarmé longtemps un establishment requinqué et soudé dans une pression qui s'est exercée sur eux et qui n'a pas tardé à éprouver leur fragilité réelle et à révéler une maladresse qui a retourné en désenchantement le capital de sympathie qui les portait. À noter que cet aller et retour n'aura pas affecté le rapport de force entre gauche et droite: les partis socialistes à eux seuls ont récupéré l'équivalent des pertes écologistes...

**DE LA BIPOLARISATION À LA STÉRÉOPHONIE**

Ainsi l'improbable coalition arc-en-ciel dont les sondages ont signalé tout au long de son existence une popularité inédite a résisté à l'épreuve des urnes, la sanction imposée aux verts étant plus que compensée par les progrès des deux autres composantes, libérale et socialiste: en sièges, à la Chambre, la coalition sort renforcée, malgré les vertes pertes. Le paradoxe est que ce gouvernement, emmené par un libéral flamand, qui s'annonçait comme très bleu et portait en bannière une réforme fiscale, a assuré un succès plus important à sa composante socialiste. En outre, une coutume est

## ÉLECTIONS: RESTAURATION RAPIDE

renversée: les socialistes sont généralement sanctionnés pour leur participation gouvernementale... C'est que, la conjoncture aidant, les rouges se sont prévalus d'avoir fait plus que maintenir les petits revenus et d'avoir pu faire face, sans trop de dégâts pour les patients, à la croissance des dépenses de santé. En dernière minute, une très électoraliste augmentation des pensions a achevé d'associer ces mesures à leur seule image.

Tout ceci devrait aboutir à une coalition fédérale limitée désormais aux libéraux et aux socialistes. Dans un système proportionnel, il convient toujours de se demander si un tel arrangement répond à des vœux majoritaires. Tant qu'à présent, il semble que oui, même si c'est paradoxal. D'une part, les nouveaux contractants n'avaient pas fait mystère de cette éventualité tout au long de la campagne. Et il apparaît bien que la formule incarne globalement, aux yeux d'une bonne part de l'opinion, une forme d'équilibre dynamique propre à figurer dans ses tensions les conflits sociaux les plus pertinents et à produire les transactions les plus convaincantes. C'est ce qui fait toute la différence avec le précédent historique (1954-1958) où la même coalition avait gouverné sous la seule bannière de l'enseignement public. L'inconvénient d'une telle évolution électorale bipolaire se résolvant dans de telles coalitions est qu'elle apparaît sans alternative...

La stéréophonie socioéconomique, invention de cette coalition, fait donc apparemment partie intégrante du succès de ses composantes traditionnelles, au détriment de la vocation gouvernementale des démocrates-chrétiens. Qu'ils aient choisi une opposition dure, un nouveau nom tranchant réaffirmant tout à la fois leur ascendance chrétienne et leur profil national, comme en Flandre, ou qu'ils aient cherché à édulcorer en humanisme centriste et gestionnaire leur héritage historique, comme du côté francophone, les démocrates-chrétiens n'auront pas fait de cette législature la cure de jouvence qu'ils espéraient après avoir été évincés du pouvoir. Le résultat chiffré n'est guère brillant: la défaite historique de 1999 est plus que confirmée par un nouveau recul en 2003, tant pour le C.D.&V., devenu troisième parti en Flandre, que pour le C.D.H. Le seul effet du harcèlement des chrétiens démocrates en Flandre a été d'infléchir, dans le sens d'un plus grand conformisme moral, les positions libertaires du V.L.D. en renforçant en son sein le courant conservateur mis en péril par une concurrence sur ce terrain. Pour le reste, hors du pouvoir, pas de salut: on ne voit pas encore avec quoi reconstituer une identité politique si longtemps écrasée par la revendication d'un centrisme monochrome.

La démocratie chrétienne est ramenée au statut de rayon cosmique fossile du big-bang démocratique, une sensibilité diffuse qui s'est diluée dans l'ensemble d'un paysage politique recentré, ce qui rend l'existence même des partis qui l'incarnaient moins évidente aux yeux des électeurs des générations montantes. Au souci d'équilibre auquel répondait la diversité interne de la démocratie chrétienne, se substitue peu à peu un équilibre de gouvernement fondé sur la présence conjointe des libéraux et des socialistes dans la coalition porteuse. Il va de soi que l'extinction des sociaux-chrétiens n'est pas pour demain, mais leur prétention au gouvernement fédéral, qui se fondait sur leur première place en Flandre, est cette fois atteinte de plein fouet.

## LES NOSTALGIES DE LA PROXIMITÉ

Il est remarquable que ce crédit nouveau des familles politiques traditionnelles s'appuie sur l'émergence de figures qui, si elles n'orientent pas le choix de l'électeur pour un parti, capitalisent à l'intérieur de chacun d'eux un nombre de voix considérable. Au-delà des réformes internes qu'ils ont subies, leur consistance en est profondément affectée: Louis Michel, Elio di Rupo du côté francophone et, du côté flamand, Steve Stevaert, Bert Anciaux et Guy Verhofstadt ont marqué de leur score personnel l'identité de leur parti.

D'une façon générale, l'adoption, pour la Chambre, d'arrondissements électoraux plus vastes, se confondant avec les provinces (sauf à Bruxelles), a favorisé les vedettes en étendant leur audience. En Wallonie surtout, le bouleversement des noms et les rénovations des partis sont largement compensés par l'installation de dynasties de barons politiques (Wathelet, Daerden, Mathot, sans parler des deux fils Ducarme et de Charles Michel), même lorsque le patronyme porte encore les scories d'une réputation ternie. La nostalgie va-t-elle jusqu'à réhabiliter le clientélisme? Pas officiellement en tout cas, mais il est des formes de soumission qui ne trompent pas.

Il va de soi que les limites du raisonnable semblent de loin dépassées en matière de personnalisation: un footballeur fraîchement préretraité qui n'a pas fait campagne parvient à rassembler sur son nom plus cent-dix-mille suffrages dont il offre le poids au libéral Mouvement réformateur. Encore s'il n'avait fait montre d'une cruelle incompétence dans les quelques interviews qu'il a données, il aurait sans doute fait pièce avantageusement au très médiatique ex-patron de Tractebel, Philippe Bodson, dont les pas n'ont pas souvent résonné dans les travées du Sénat. Entre son limogeage de Tractebel et le sauvetage désespéré de Leernout et Hauspie, son activité politique (est-ce bien le mot?) n'a été qu'une parenthèse intérimaire. Le score marqué par l'as du ballon rond, Wilmots, a de quoi inciter à la modestie le constitutionnaliste Delperée, tout à la fois néophyte et pontifiant, qui n'en a récolté qu'un peu plus de la moitié. Le Sénat sera-t-il privé de ses lumières démocrates et humanistes? Des plans de sauvetage divers circulent pour déjouer le sort cruel que leur réserve l'application stricte de l'arithmétique électorale.

Ce que l'on doit bien constater, c'est que l'exposition médiatique produit la seule proximité désirable: peu importe que le voisin soit élu si une solide notoriété télévisuelle ne le met pas en valeur. Mais cette canonisation, à laquelle la caricature seule apporte la touche finale, ne peut concerner qu'un petit nombre d'élus: fragile et désirable, elle résulte d'un procès permanent et doit donc faire l'objet de soins professionnels acharnés.

## UN DOUTE PLANE SUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

En attendant que tout aille mieux dans une Belgique fédérale dont le gouvernement sera enfin débarrassé de sa composante écologiste, un doute subsiste quant au destin de cette famille politique. Quelle est la juste place de cette sensibilité et de la vision du monde qu'elle actualise? Dans quel

## ÉLECTIONS: RESTAURATION RAPIDE

type d'appareil doit-elle s'incarner? Comment doit-elle s'articuler aux autres débats sociétaux? Est-elle soluble ou récupérable par les partis traditionnels qui ont, cette fois, phagocyté l'électorat des partis verts? Peut-on fonder sur l'écologie une identité qui prétende à la représentation politique « généraliste » et rivaliser avec les courants traditionnels? En Europe, au-delà de résultats électoraux en dents de scie et des conjonctures fragiles qui en font un appoint pour les majorités sociales-démocrates, les écologistes peinent depuis plus de vingt ans à trouver une traduction juste de leur courant de pensée sur le terrain politique, alors même que la sensibilité aux problématiques qu'ils mettent en avant progresse.

En Flandre, il est vrai, Agalev n'a dépassé que d'un peu le niveau classique des partis écologistes européens, là où ils existent. Les thématiques sur lesquelles ils se sont centrés ont rarement dépassé les préoccupations écologiques *stricto sensu* et leurs convictions tenaient plus à l'adoption d'un mode de vie alternatif qu'à la construction d'un projet de société. L'organisation assez autoritaire du parti Agalev n'a pas contribué par le débat à lui donner la consistance doctrinale qui risque de lui faire cruellement défaut aujourd'hui, s'il veut refaire surface. On voit mal dès lors que son personnel politique puisse résister durablement aux offres du parti socialiste flamand (S.P.A.) et à son projet ambitieux et tentaculaire. Les Flamands, et leurs maîtres à penser que sont les éditorialistes des grands quotidiens, pensent avoir trop souffert de l'atomisation de leur représentation politique pour ne pas organiser une pression favorable à un regroupement qui permettrait sans doute au S.P.A. de devenir la première force politique de la Région, ce pourquoi il serait prêt à mettre le prix. Le précédent bruxellois d'une telle alliance (la liste de cartel Spaga) fut un relatif succès et une de ses protagonistes est devenue ministre du gouvernement bruxellois.

Le cas d'Écolo, en Wallonie et à Bruxelles, est tout à fait exceptionnel dans l'ampleur des résultats enregistrés en 1999. Ce succès l'a conduit à s'engager dans des responsabilités gouvernementales dans des conditions difficiles où ce parti n'était pas numériquement indispensable à former une majorité. Aux associations de sensibilisation, aux groupes de pression, aux partis politiques spécialisés et voués à une certaine marginalité, Écolo et ses succès électoraux semblaient offrir une alternative. Intégrée sous le concept de développement durable, l'articulation des revendications proprement écologiques avec une volonté de renouveau profond de la social-démocratie a permis de capter le vote sanction de 1999 sans pour autant le retenir. Le repli actuel signifie-t-il que cette tentative est vouée à un échec définitif? En tout cas, l'adhésion à cette thèse, du moment qu'elle implique de vrais choix, et partant des sacrifices, même temporaires, est apparue encore très superficielle, tant sur le plan de l'opinion publique que sur le plan des autres forces politiques sociales-démocrates.

Un débat tactique hante donc Écolo: avec le P.S., et plus largement les forces de gauche, quelle formule choisir pour faire efficacement levier: la concurrence, l'alliance ou l'intégration? Tandis que ce débat détourne le parti de son public de base et des sensibilités qui le traversent, et absorbe ses énergies dans des querelles jugées politiciennes, se crée un trouble qui

ÉLECTIONS: RESTAURATION RAPIDE

lui aliène les votes de gauche. Trancher avec beaucoup de clarté est une urgence: l'existence du suffrage proportionnel et la persistance d'une alliance de compromis « stéréophonique » telle que décrite plus haut devraient dicter l'option à retenir. La restauration si rapide à laquelle on a assisté est sans doute fragile: sous le poids des promesses électorales non tenues et d'une probable période d'austérité, elle appelle une alternative démocratique. Mais pour que celle-ci puisse être écologiste, il faudra opérer un travail culturel intense qui rende concret et populaire le corps doctrinal du développement durable.

*Théo Hachez*